

Au Mondial de l'Auto :
Du rêve que beaucoup
ne pourront pas se payer

l'étincelle

TECHNOCENTRE
Renault
Guyancourt

www.etincelle-technocentre.com - pour la construction d'un parti des  travailleurs communiste révolutionnaire - mardi 14 octobre 2014

Kobané et l'hypocrisie des grandes puissances

Assiégée depuis près d'un mois, la ville kurde de Kobané située au nord de la Syrie menace de tomber d'un moment à l'autre aux mains des bandes armées de l'« État islamique » (EI). En tout cas, elle est déjà devenue le symbole de l'hypocrisie des grandes puissances, prétendument unies pour sauver les populations de Syrie et d'Irak de la barbarie de l'EI.

Le gouvernement turc complice...

La Turquie, membre de la coalition, reprend aujourd'hui le discours expliquant que des frappes aériennes ne suffiront pas à réduire l'EI. Cyniquement, elle se dit disposée à envoyer des troupes au sol... si les autres États de la coalition y consentent aussi. En sachant que ce n'est pas le cas.

C'est donc seuls que les combattants de Kobané tentent de résister. Mais ils font face à un armement puissant, notamment américain, récupéré par l'EI en Irak. L'État turc a bien amassé blindés et artillerie le long de sa frontière. Mais pas pour venir en aide aux combattants kurdes. Au contraire : pour interdire, autant que possible, le franchissement de la frontière aux réfugiés qui fuient l'avancée de l'EI. C'est que les dirigeants turcs, ne voulant pas satisfaire les revendications de leur propre minorité kurde, ne seraient pas mécontents de l'écrasement des Kurdes de Syrie, fût-ce par l'EI.

...tout comme ceux des Etats-Unis et de la France

Les États-Unis, eux, ne sont pas allés au-delà de quelques frappes symboliques afin de ménager leurs calculs et futurs renversements d'alliances dans la région. Dans ce bal des hypocrites, la France n'est pas en reste : elle soutient l'idée du gouvernement turc d'instaurer une « zone de sécurité » à sa frontière avec la Syrie... ce qui ne serait qu'une mise sous tutelle d'une partie du Kurdistan syrien.

Face au cynisme de la coalition, des manifestations de soutien aux Kurdes ont eu lieu dans plusieurs pays, la semaine dernière. En Turquie même, dans des régions à majorité kurde, mais aussi à Istanbul et Ankara, rassemblant des manifestants d'origine kurde ou non. Là, les forces de répression ne sont pas restées l'arme au pied : selon le ministère turc de l'Intérieur, le bilan atteignait vendredi 31 morts et 360 blessés.

Le spectre des printemps arabes

Les frappes aériennes de la coalition, comme l'abandon de Kobané, sont autant d'épisodes d'une intervention qui, de guerres ouvertes en manœuvres politiques, n'a jamais cessé depuis des décennies.

Et depuis les « printemps arabes » de 2011, tous ont une obsession : empêcher les populations de se libérer elles-mêmes du joug politique et social qui les écrase. Quitte à favoriser les forces les plus réactionnaires, promptes à noyer tout frémissement révolutionnaire dans de sanglantes guerres civiles, en Libye hier ou en Syrie aujourd'hui.

Des populations prises en tenaille

Les peuples du Moyen-Orient se retrouvent ainsi pris en tenaille entre les grandes puissances cherchant à contrôler la région, les régimes locaux prêts, comme la plupart de leurs opposants, à monnayer leur soutien à l'une de ces puissances, et des groupes comme l'EI, qui profitent du chaos ambiant et du désespoir suscité par l'oppression et la misère pour prospérer... avant de devenir peut-être un interlocuteur régional avec qui les grandes puissances jugeront utile de composer.

Une seule classe ouvrière

Il n'y a pourtant à cela aucune fatalité.

Les différences culturelles, linguistiques, religieuses ne font obstacle à la cohabitation des peuples que tant qu'elles sont instrumentalisées à leur profit par les possédants, ou ceux qui aspirent à le devenir.

Par-delà ces différences, les exploités de la région ont au contraire les mêmes intérêts à défendre. Ensemble, ils peuvent être une force. Comme lors des révolutions arabes de 2011, et comme pourrait l'être aujourd'hui la classe ouvrière de Turquie, dont la minorité kurde fait pleinement partie.

Marginaux de tous les pays, unissez-vous

Selon Jean Agulhon, le DRH France, interviewé dans le dernier Expli'Sites : « Pour la plupart des collaborateurs, la nouvelle complémentaire va constituer un progrès. J'entends que dans certains cas marginaux, des difficultés peuvent surgir. » Marginaux, celles et ceux qui vont devoir faire changer de mutuelle à leur conjoint(e), cotiser plus, être moins bien remboursés... ? Pas sûr.

Plus de mille salariés de Cléon ont signé une pétition dénonçant le caractère obligatoire de la mutuelle pour les ayants droit et demandant une meilleure participation de Renault. Et si tous les « marginaux » se faisaient entendre ?

Ayants droit à géométrie variable

Lors de certains amphis sur la mutuelle, le représentant de la direction a annoncé que seuls les ayants droit inscrits sur la Carte Vitale du salarié Renault seraient obligés d'adhérer à la mutuelle Renault. Mais dans le dossier envoyé au domicile par Humanis/mutuelle Renault, il est écrit que la situation de famille sera par défaut celle déclarée dans BPU !? Le plus simple, ce serait de ne pas obliger les ayants droit à adhérer à la mutuelle.

Dispense : un droit à faire respecter

Dans des amphis sur la mutuelle, la direction a aussi affirmé que les salariés Renault affiliés gratuitement à la mutuelle de leur conjoint peuvent ne pas adhérer à la mutuelle Renault. Un cas de dispense qui ne figure pas clairement dans les documents envoyés par Humanis. Mais puisque la direction l'a dit.

Effet d'annonce

Au Mondial de l'Automobile, Ghosn a annoncé une reprise des recrutements en France d'ici 2016. 750 recrutements sont en effet prévus dans l'accord compétitivité, mais à condition d'atteindre 8250 départs, d'ici 2016. Soit un solde net de 7500 suppressions d'emplois. Quant à Thierry Bolloré, il « réfléchit » à une usine de moteurs au Maroc...

Les paupérisateurs

En France, la part de marché des voitures à bas coût ne cesse de grimper. Ces dernières représentent depuis l'an dernier une voiture neuve sur deux. Interviewé à l'occasion du Mondial, le directeur de Volkswagen France a déploré une « paupérisation du marché » en France. Le résultat du blocage des salaires et des suppressions d'emplois : les patrons de l'automobile en sont les premiers responsables.

La journée de la brigade

Certains chefs d'UET ont fait du zèle pour la Journée de l'équipe : obligation d'aller au Mondial, parcours guidé et convivialité obligatoire... Avec cette approche, ils ne doivent pas avoir beaucoup d'amis.

Trop de réorgs tue la réorg

Un peu plus d'un an après la réorganisation des directions de l'Ingénierie par Billig, à peine six mois après la création des directions « convergées » Renault-Nissan, une nouvelle réorg est en préparation pour réduire encore plus les coûts, c'est à dire les emplois (pardon, il faut dire : pour augmenter les synergies). Les précédentes réorgs ont déjà semé le bazar. Mais on peut toujours faire pire.

La formation reste en plan

Fin août, seulement 35 % du plan de formation avait été réalisé dans l'établissement. Formateurs internes partis de l'entreprise, charge de travail trop lourde pour avoir le temps de se former... La formation passe après la « compétitivité ».

La société du spectacle

La vitrine du salon de l'auto cache mal l'exploitation dont vivent les patrons et PDG qui se pavanent devant les modèles dernier cri. En août, un intérimaire est mort à Renault Flins, tombé de 12 m de haut où il travaillait sans sécurité. À Toyota Onnaing, la direction a viré une intérimaire qui a annoncé être enceinte. À PSA Poissy il y a 2 semaines, 3 directeurs et 2 vigiles ont viré de son poste une ouvrière de 55 ans handicapée que PSA refuse de reclasser...

Cette exploitation faite de peur, de sanctions et d'intensification du travail est bien plus réelle que tout le rêve mis en scène au Mondial.

Sécurité : une reprise qui ne passe pas

Le passage de la sécurité des sites Renault d'Ile de France de Samsic à Seris en novembre est l'occasion pour Renault de baisser encore les coûts (-5% par an). Et c'est aux salariés de Samsic que l'on présente l'ardoise : polyvalence, mobilité sur toute l'Ile-de-France (même pour de simples dépannages), perte d'heures supplémentaires du fait de l'annualisation du temps de travail (soit une baisse importante de revenu vu les maigres salaires de ce secteur)...

Une pression énorme est exercée par les directions de Samsic et de Seris pour forcer les 70 salariés Samsic du TCR à accepter ces nouveaux contrats, à coup de chantage au licenciement. Des méthodes scandaleuses. En défendant leurs emplois et leurs conditions de travail, c'est aussi la sécurité de tous les résidents qu'ils défendent. Soutenons-les !

Mort pour le profit

Eric Lemoine, 56 ans, est décédé le 16 septembre d'un cancer des poumons et du larynx. Il avait travaillé aux bancs moteurs à Rueil, un secteur bourré d'amiante. Son décès s'ajoute à celui d'autres collègues du CTR, morts aussi à cause de l'amiante, et des conditions dans lesquelles la direction de Renault les a fait travailler durant des années.